



CONFÉRENCE MONDIALE SUR LA MISSION ET L'ÉVANGÉLISATION

VIENS, ESPRIT SAINT – GUÉRIS ET RÉCONCILIE

Appelés en Christ à être des communautés de
réconciliation et de guérison

Traduit de l'anglais
Service linguistique, COE

Athènes (Grèce), 9-16 mai 2005

PLEN 14 mai

Diffusion autorisée après la présentation en plénière

Document No **2**

UNE NUÉE DE TEMOINS

Evêque Lunga Lungile Magqwagqwa ka Siboto

Introduction

Dans le cadre de cette conférence, on m'a demandé de vous faire part, en cette veille de la Pentecôte, de certaines expériences et réflexions de quelqu'un qui a participé au Programme œcuménique d'accompagnement en Palestine et en Israël (EAPPI), mis en place par le Conseil œcuménique des Eglises.

C'est ce que je vais faire maintenant, dans la perspective des deux éléments suivants :

1. Savoir si l'on peut établir un lien – et comment le faire – entre la situation en Palestine-Israël et ce que nous disons et faisons actuellement pour la réconciliation dans de nombreuses sociétés du monde, et donner une interprétation du ministère de l'EAPPI à la lumière des efforts déployés en vue de la réconciliation.
2. Essayer de trouver une définition ou une formulation d'un ministère et d'un rôle de l'Eglise lorsqu'une des parties peut être considérée comme victime.

Le Programme d'accompagnement

Ce programme s'insère dans le cadre de la Décennie « vaincre la violence » lancée par le COE. Plus précisément, il a été créé, nous dit-on, en réponse à une demande présentée par les dirigeants d'Eglise de Jérusalem. Le COE a été invité à envoyer à Jérusalem des personnes qui manifesteraient physiquement la présence de l'Eglise du reste du monde. Ce qu'on attendait de l'Eglise, c'était qu'elle ne se contente pas d'adopter des résolutions, mais qu'elle confirme en actes ce qu'elle affirmait en paroles. Nous avons maintenant une véritable « nuée de témoins ».

L'objectif fondamental de ce programme, c'est la fin de l'occupation, par Israël, de territoires palestiniens. Pour ce qui me concerne, j'ai fait partie du second groupe de quatre Sud-Africains qui sont

allés en Palestine et en Israël entre septembre et novembre-décembre 2004. La participation sud-africaine a été rendue possible – et l’est encore – grâce au généreux soutien financier de la Suède, par l’intermédiaire d’un organisme appelé SIDA. Cette délégation sud-africaine faisait elle-même partie du neuvième groupe de vingt-huit accompagnateurs, originaires de sept pays. Dans chacun des huit centres se trouvait une équipe de deux à quatre accompagnateurs.

A ce jour, 198 accompagnateurs œcuméniques au total se sont rendus à Jérusalem, venant de plus de trente Eglises et partenaires œcuméniques et de 12 pays : Afrique du Sud, Allemagne, Aotearoa-Nouvelle-Zélande, Canada, Danemark, Etats-Unis d’Amérique, France, Irlande, Norvège, Royaume-Uni, Suède et Suisse.

Le premier groupe officiel d’accompagnateurs œcuméniques est arrivé en 2002, après qu’un premier groupe d’accompagnateurs chrétiens eut été envoyé par Danchurchaid et Icelandic Church Aid dans le cadre d’un projet pilote. L’Afrique du Sud n’a commencé à être représentée qu’en 2004.

Personnellement, j’étais basé à Bethléem avec un pasteur baptiste danois et un pasteur luthérien de Berlin. Entre autres activités :

1. Nous avons participé, avec d’autres croyants, à des cultes et témoigné de l’espoir en une paix juste ; nous avons régulièrement prié avec des communautés de croyants à Bethléem et nous avons aussi participé, avec des religieuses, à la récitation du rosaire, près du mur de séparation, tous les vendredis à dix-sept heures quinze.
2. Nous avons rencontré des gens, individuellement et en groupes ; il y a des Palestiniens et des Israéliens, des chrétiens et des musulmans, qui croient à la paix, qui militent pour la paix et qui participent à des programmes visant à un règlement juste et pacifique du conflit.
3. Nous avons présenté en public le ministère du Programme et, le cas échéant, nous avons discuté pour nous faire mutuellement mieux connaître nos idées et perspectives à partir de nos contextes nationaux et régionaux respectifs. L’histoire du Mur de Berlin et de sa destruction ainsi que l’expérience de l’Afrique du Sud pendant et après la discrimination raciale institutionnalisée ont suscité des réactions positives chez la majorité, sinon la totalité, des Palestiniens que nous avons rencontrés.
4. Nous avons fait acte de présence et essayé d’intervenir en tant qu’agents de paix dans les situations potentiellement explosives ; notamment, nous avons observé la situation aux points de contrôle, et nous avons aidé des fermiers ou des propriétaires terriens à récolter les olives lorsque des communautés de colons tentaient de les effrayer par des manœuvres d’intimidation.
5. Nous avons pris note d’incidents impliquant des violations des droits de la personne.
6. Avec d’autres croyants, laïcs et ordonnés, nous avons recherché d’éventuelles réponses théologiques à cette situation conflictuelle.
7. Nous nous sommes mis à l’écoute, en collaborant avec eux, des responsables locaux de communautés soumises à de pénibles tensions.

Quelques observations

1. Démographie

Les personnes qui se réclament de la foi chrétienne sont en minorité dans les Territoires occupés, alors que l’islam compte de très nombreux adeptes. Les chrétiens de Palestine éprouvent un profond ressentiment à l’égard du reste du monde chrétien, dont ils considèrent qu’il ne s’intéresse pas suffisamment à leur sort. Les Palestiniens qui le peuvent préfèrent émigrer, considérant qu’il n’y a guère d’espoir que l’occupation se termine dans un avenir proche. Pourtant, dans ce conflit, la dimension numérique est importante. Souvent, la discussion sur le droit à la terre tourne autour du rapport

numérique de forces entre les communautés palestiniennes et israéliennes. Pour les Palestiniens, la présence permanente de représentants de la communauté internationale, notamment des accompagnateurs, et leur influence positive sont une manifestation concrète de solidarité.

2. La machine étatique israélienne

La situation fait beaucoup penser au régime de l'apartheid, qui se vantait d'être, à l'époque, la seconde puissance militaire d'Afrique, après l'Égypte. L'omniprésence du système de sécurité donne l'impression qu'il veut être – et qu'il est en réalité – le principal facteur qui justifie sa présence : des points de contrôle fixes et « volants », le bourdonnement intermittent d'avions militaires dans le ciel, le « mur de séparation » qui limite les mouvements d'entrée et de sortie dans les territoires occupés, ce qui handicape sérieusement les Palestiniens qui veulent trouver du travail dans l'Etat d'Israël. Les Palestiniens sont tenus d'avoir en permanence avec eux des documents d'identité, qui sont inspectés aux postes de contrôle et lors de contrôles ponctuels à l'intérieur d'Israël.

Ce qui est sidérant, c'est que les frontières de l'« Etat d'Israël » ne sont pas encore fixées, ce qui tend à donner une certaine crédibilité aux allégations de visées expansionnistes. Les Palestiniens craignent que, si un accord est jamais conclu, ils n'aient plus guère de perspectives d'établir un Etat viable. Une autorité sous l'emprise de la crainte aura du mal à tenir, spirituellement et financièrement, et on peut penser qu'elle ne sera pas viable à long terme. A mon avis, il est de l'intérêt tant des Israéliens que des Palestiniens que l'on trouve une solution que chaque partie puisse faire sienne et respecter.

3. La communauté internationale

En dépit de nombreuses résolutions adoptées par les Nations Unies et d'un avis de la Cour internationale de justice, il semble que les Etats membres manifestent moins d'enthousiasme pour adopter des mesures pratiques visant à « convaincre » Israël de respecter le droit international. L'une des initiatives prises par les accompagnateurs a été d'intervenir auprès de leurs peuples et gouvernements respectifs à propos de cette question de l'occupation. Des accompagnateurs œcuméniques sud-africains ont rencontré à plusieurs reprises des représentants de leur ambassade à Tel Aviv et du représentant de l'ONU à Ramallah. Ils ont rencontré aussi des représentants du Conseil national des Eglises, et ils élaborent des plans et projets pour faire intervenir leur gouvernement d'une manière concertée et bien réfléchie.

Quelques réflexions personnelles

1. Deux identités pour une seule entité

Sur l'avion d'El Al qui m'amenait de Johannesburg à Tel Aviv, j'ai été très fortement frappé par le fait que, dans la revue mise à la disposition des voyageurs, il n'était jamais question de la « Palestine ». Cela m'a rappelé l'Afrique du Sud du temps de l'apartheid où, sur les routes, il n'y avait que très peu de poteaux indicateurs pour les zones où habitaient les autochtones. On prévenait les visiteurs étrangers qui manifestaient de l'intérêt pour la majorité opprimée qu'il était dangereux de circuler dans ces secteurs. En pratique, cela permettait de cacher la réalité de l'existence de ces communautés, tant à la population blanche qu'au reste du monde. Dans le même sens, les Israéliens avertissent les personnes qui visitent la Terre Sainte qu'il n'est pas sûr de visiter les zones où habitent les Palestiniens. Lorsque, un dimanche, notre groupe est allé assister à un culte à Naplouse-Shechem, un militaire, au poste de contrôle, a demandé à notre coordinateur, venu de Jérusalem, si nous avions besoin de protection. En y réfléchissant, j'ai pensé que je me sentais beaucoup plus en sécurité, de jour comme de nuit, à Bethléem, en territoire palestinien, qu'au poste de contrôle et, en fait, dans tout Jérusalem-Ouest.

Une autre observation dans le même sens, c'est que les cartes de la région publiées par les Palestiniens donnent aux lieux des noms différents de ceux qu'ont lit sur les cartes israéliennes. Cela m'a paru être un aspect important de la nature du conflit. A mon avis, il y a là, comme dans d'autres aspects de la vie en Palestine-Israël, deux « perceptions », deux « réalités », deux « vérités » à propos d'une même et unique entité.

2. *Considérations à la lumière de l'expérience sud-africaine*

C'est dans ce contexte que je suggère qu'on étudie les thèmes relatifs à la réconciliation. En Afrique du Sud, dans les discours publics, on a accordé une place importante à la notion combinée de vérité et de réconciliation, et cela depuis juste avant l'instauration du nouveau régime politique et jusque longtemps après. En gros, il y a, dans mon pays, deux façons de considérer le concept de « réconciliation ». Pour un certain nombre de citoyens d'origine européenne, minorité peu nombreuse mais très agissante et influente, la réconciliation a été opérée avec l'inauguration du système démocratique actuel, en 1994. Ces personnes sont particulièrement opposées aux politiques du gouvernement qui visent à faire disparaître les déséquilibres hérités du régime colonial et de l'apartheid. D'autre part, une majorité de la population autochtone considère qu'il faut considérer la réconciliation comme un processus permettant d'identifier les véritables causes du mal, de la « maladie », afin de s'y attaquer pour le bien de toutes les parties.

Ce que je veux dire, c'est que, dans le cas de la Palestine-Israël, il s'agit en premier lieu d'envisager une réconciliation entre les deux parties sur leurs perceptions respectives de la réalité.

L'Eglise et la réconciliation

La Bible donne mandat à l'Eglise de participer à ce ministère :

« Aussi, désormais, ne connaissons-nous plus personne à la manière humaine [...] Tout vient de Dieu, qui nous a réconciliés avec lui par le Christ et nous a confié le ministère de la réconciliation. Car de toutes façons, c'était Dieu qui en Christ réconciliait le monde avec lui-même [...] mettant en nous la parole de réconciliation. C'est au nom du Christ que nous sommes en ambassade et, par nous, c'est Dieu lui-même qui, en fait, vous adresse un appel. » 2 Co 5,16-20

Lorsque Paul parle de réconciliation, il s'agit le plus souvent de la réconciliation entre l'humanité et Dieu. Néanmoins, dans certains passages, il précise qu'il faut aussi rechercher la réconciliation entre les êtres humains. C'est en ce sens que le Programme d'accompagnement s'efforce d'opérer la réconciliation entre Palestiniens et Israéliens et, sur ce point, nous pouvons nous inspirer de ce que Paul dit aux Ephésiens :

« Mais maintenant, en Jésus Christ, vous qui jadis étiez loin, vous avez été rendus proches par le sang du Christ. C'est lui, en effet, qui est notre paix : de ce qui était divisé [les Gentils et la communauté d'Israël], il a fait une unité. Dans sa chair, il a détruit le mur de séparation : la haine. [...] Il a voulu ainsi [...] créer en lui un seul homme nouveau, en établissant la paix et les réconcilier avec Dieu tous les deux en un seul corps, au moyen de la croix ; là, il a tué la haine. Il est venu annoncer la paix à vous qui étiez loin, et la paix à ceux qui étaient proches. »

Ep 2,13-17

S'il est possible d'arriver à la réconciliation entre les communautés du Moyen-Orient, je crois que cela apportera au monde un paradigme nouveau et rédempteur. Jérusalem, la cité de la paix, est un site religieux important pour trois des grandes religions du monde : le christianisme, l'islam et la religion juive. Dans cette entreprise, pour les chrétiens, le point de départ doit être différent de celui des autres. Le christianisme ne vise pas à l'oppression d'une religion par l'autre ; il ne poursuit pas un objectif politique pour lui-même. Une fois encore, saint Paul nous enjoint de ne pas céder à la tentation, de ne pas tomber dans la politique de la haine et de l'abaissement de l'autre, une tendance qui ne fait que trop entendre parler d'elle de nos jours. Notre motivation, c'est d'agir selon le mandat de Dieu. Le Dieu qui nous a tous créés à son image – de Bush à Ben Laden, d'Abou Mazen à Sharon, de Castro à Poutine, de Mugabe à Blair –, ce Dieu nous rappelle, dans la Bible, que nous ne devons pas nous conformer aux idéologies dominantes qui tendent à rabaisser l'adversaire mais qu'il s'agit de les transformer.

« Ce n'est pas à l'homme que nous sommes affrontés, mais Autorités, aux Pouvoirs, aux Dominateurs de ce monde de ténèbres, aux esprits du mal qui sont dans les cieux. [...] Debout, donc ! à la taille, la vérité pour ceinturon, avec la justice pour cuirasse et, comme chaussures aux pieds, l'élan pour annoncer l'Évangile de la paix. »

Ep 6,12-15

Lors de leurs rencontres avec des Palestiniens et des Israéliens, les accompagnateurs se sont toujours prononcés en faveur de la poursuite d'une lutte non violente mais active en vue de mettre fin à l'occupation. Cela exige du courage et de la détermination, sachant par expérience qu'il est toujours possible que les opposants à une paix juste fassent violence à ceux qui participent à une lutte non violente.

Nous, en Afrique du Sud, nous pouvons témoigner de l'impact que peuvent avoir les personnes qui ne se contentent pas de faire des déclarations de principe à propos de communautés en difficulté. Nous prenons comme modèles des personnes qui traduisent en actes leurs convictions sociales. Si le monde ne s'était pas levé pour affronter les oppositions et pressions de puissantes forces économiques et politiques, nous en serions encore à la « case départ », sinon pire, en Afrique du Sud. Dans les années 1980, des alliances internationales, souvent entre personnes tout à fait ordinaires, ont permis d'exercer une pression puissante et irrésistible sur le gouvernement nationaliste de l'Afrique du Sud. Notre pays se rappelle encore avec reconnaissance la participation de la communauté chrétienne à notre lutte. A mon retour de Palestine-Israël, j'ai été interviewé par un journaliste de *Challenge Magazine*, une revue chrétienne sud-africaine. Voici quelle a été son introduction aux questions qu'il m'a posées :

L'EAPPI s'inspire du modèle du Programme œcuménique d'observation de la situation en Afrique du Sud (EMPSA), qui a fonctionné de 1990 à 1994 et dans le cadre duquel plus de 400 bénévoles ont participé au mouvement contre l'apartheid.

Si les chrétiens du monde s'étaient contentés de s'occuper de leurs petites affaires, Nelson Mandela, Desmond Tutu et d'autres figures de proue pacifistes du « continent noir » ne survivraient aujourd'hui, dans l'esprit de ceux qui les ont connus, que comme des potentialités. L'African National Congress, actuellement au pouvoir en Afrique du Sud, et d'autres formations luttant pour la libération avaient été interdites et qualifiées d'organisations terroristes. Il était criminel de s'y associer et de poursuivre l'un quelconque de leurs objectifs.

J'ai constaté une marginalisation identique dans les communautés de Cisjordanie. Malgré les conditions actuelles, la bonne volonté à l'égard des Israéliens rappelle beaucoup le désir que nous avons d'ouvrir les bras à nos compatriotes d'origine européenne, alors que leur gouvernement faisait tout son possible pour couper toute communication entre nous.

Ce dont ont besoin les communautés soumises à une telle tension, comme la preuve en a déjà été faite, c'est d'une « nuée de témoins » qui attestent de leur espérance en Jésus, de l'espérance apportée par Jésus, une espérance qu'il s'agit de manifester pour que l'on puisse y croire.

A mon avis, le ministère de réconciliation s'inscrit dans la catégorie des actes que saint Pierre présentent comme bons, et à propos desquels il dit :

« Et qui vous fera du mal si vous vous montrez zélés pour le bien ? Bien plus, au cas où vous auriez à souffrir pour la justice, heureux êtes-vous. N'ayez d'eux aucune crainte et ne soyez pas troublés ; mais sanctifiez dans vos cœurs le Christ qui est Seigneur. Soyez toujours prêts à justifier votre espérance devant ceux qui vous en demandent compte. Mais que ce soit avec douceur et respect, en ayant une bonne conscience, afin que, sur le point même où l'on vous calomnie, ceux qui décrivent votre bonne conduite en Christ soient confondus *et peut-être amenés à la repentance [cela, c'est moi qui l'ajoute]*. Car mieux vaut souffrir en faisant le bien, si telle est la volonté de Dieu, qu'en faisant le mal. »

1 P 3,13-17